

Les importations de gaz naturel liquéfié russe explosent en France

En 2024, les importations de gaz naturel liquéfié en provenance de Russie ont augmenté de 81 % dans l'Hexagone, malgré une baisse de la demande. En cause, les industriels pétrogaziers qui misent à long terme sur le développement du gaz fossile, en dépit de l'urgence climatique.

[Mickaël Correia](#)

18 février 2025 à 09h06

TroisTrois ans après le début de la guerre en Ukraine, l'Union européenne (UE) est parvenue à réduire drastiquement ses importations de gaz russe. Avant le conflit, 40 % du gaz consommé en Europe provenait de Russie. Mais dès mars 2022, la Commission européenne a [proposé](#) de diversifier les sources d'approvisionnement, notamment par l'« *augmentation des importations de gaz naturel liquéfié* » issu « *de fournisseurs non russes* ». Le gaz naturel liquéfié (GNL) désigne du gaz fossile refroidi à -160 °C pour qu'il passe à l'état liquide afin d'être transportable par cargo.

Dans la foulée, les pays de l'UE [ont signé](#) des contrats d'approvisionnement avec les États-Unis et le Qatar, gros producteurs de GNL, puis ont [annoncé](#) la construction d'une trentaine de terminaux d'importation de gaz liquéfié. Fin 2023, le gaz russe ne représentait plus que 8 % des importations de l'UE. « *Nous n'avons pas oublié que Poutine a délibérément utilisé le gaz comme une arme* », [a alors clamé](#) cette année-là Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne.

Après ces signatures de contrats dans un contexte de crise énergétique lié à la guerre en Ukraine, les importations de GNL en Europe ont chuté de 19 % en 2024, en partie grâce aux « *politiques de réduction de la demande de gaz* » ou au « *déploiement des énergies renouvelables* », selon [les données](#) du groupe de réflexion indépendant Institute for Energy Economics and Financial Analysis (IEEFA) publiées ce 18 février. À l'échelle de l'UE, la demande de GNL a chuté de 16 % en 2024, soit le niveau le plus bas depuis 2021. En France, cette demande en gaz fossile a diminué de 26 % depuis 2022.



Le brise-glace méthanier « Christophe de Margerie », transportant du gaz naturel liquéfié en provenance du complexe gazier sibérien Yamal LNG en Russie, en 2017. © Photo Bai Xueqi / Xinhua via AFP

Mais, paradoxalement, comme l'explique à Mediapart Ana Maria Jaller-Makarewicz, analyste énergie en chef pour l'Europe à l'IEEFA, *« la France est devenue en 2024 le plus gros importateur de gaz naturel liquéfié russe, représentant à elle seule 39 % de l'ensemble des importations de GNL russe en Europe ».*

Et d'ajouter : « L'Espagne et la Belgique sont les deuxième et troisième importateurs européens de GNL russe, mais alors qu'elles ont toutes deux réduit leurs importations en provenance de ce pays, la France les a augmentées de 81 % entre 2023 et 2024. »

Si la plupart du GNL importé dans l'Hexagone provenait en 2024 des États-Unis (38 % selon l'IEEFA), plus d'un tiers était importé depuis la Russie. Au total, la France a acheté pour 2,68 milliards d'euros de GNL russe entre janvier et novembre 2024, soit plus que tout autre pays de l'UE.

Ruée climaticide

Cette appétit tricolore pour le gaz fossile russe est un « *non-sens politique* », [d'après les Amis de la Terre](#) qui se penchent depuis 2022 sur les imports de gaz fossile. La stratégie européenne d'achat de GNL était en effet justifiée par la nécessité de se défaire de notre dépendance aux énergies fossiles russes, en réaction à la guerre en Ukraine.

Le GNL est par ailleurs très néfaste pour le climat. Sa production et son transport émettent des volumes importants de méthane, un gaz à effet de serre qui a un potentiel de réchauffement 84 fois plus important que le CO₂ sur une période de vingt ans. Le GNL [pourrait](#) ainsi être au moins aussi nocif pour le climat que le charbon.

Pour importer du GNL russe, l'État français [s'appuie](#) sur TotalEnergies. La multinationale énergétique fournit en effet le Vieux Continent en GNL depuis le complexe gazier sibérien Yamal LNG, dont elle possède 20 % du capital. Et la compagnie française est engagée dans un contrat à long terme de fourniture de GNL à destination de l'Europe qui porte encore sur

une vingtaine d'années avec Novatek, le numéro deux du gaz russe. Cette dernière est détenue à 19,4 % par TotalEnergies.

Si les actions de TotalEnergies en Russie sont inaccessibles à cause des sanctions internationales, l'importation de gaz russe ne fait l'objet d'aucun embargo de la part de l'UE. La grande majorité du gaz de Yamal LNG importé en France débarque aujourd'hui au terminal méthanier de Dunkerque, qui représente à lui seul 27 % de l'ensemble des importations de GNL russe dans l'UE.

« Sur les cinq terminaux méthaniers que possèdent la France, celui de Dunkerque est le plus proche de l'usine de Yamal LNG, détaille Ana Maria Jaller-Makarewicz de l'IEEFA. Une partie du GNL russe qui arrive à Dunkerque pourrait ensuite probablement [transiter](#) jusqu'en Allemagne .»

Soutien public à la filière d'importation de GNL russe

Comme le précise à Mediapart, Anna-Lena Rebaud des Amis de la Terre France, *« il y a eu une politique française très active pour développer une filière d'importation de gaz russe. En 2016, alors qu'Emmanuel Macron était ministre de l'économie, la France a soutenu le financement de l'usine Yamal LNG à hauteur de plusieurs centaines de millions d'euros, via la banque publique d'investissement Bpifrance, sous forme de crédits export ».*

Et en 2018, Emmanuel Macron, président de la République, [était présent](#) aux côtés du chef d'État russe Vladimir Poutine, du patron de TotalEnergies Patrick Pouyanné et du PDG de Novatek, lors de l'entrée du pétrolier français au capital d'Arctic LNG 2, [un mégaprojet d'usine de liquéfaction du gaz](#), jumeau de Yamal LNG. Le site d'Arctic LNG 2 est aujourd'hui au ralenti, en raison des sanctions internationales.

À lire aussi

[TotalEnergies inonde la France de gaz russe](#)

28 février 2023

En parallèle, les compagnies énergétiques européennes ont déployé une stratégie globale de communication et d'influence qui, selon Anna-Lena Rebaud, *« promeut la consommation de gaz et la construction d'infrastructures d'importation de GNL, en avançant que plus tard, ces terminaux pourront être convertis en installations pour accueillir du gaz vert ou de [l'hydrogène](#) ».*

À titre d'illustration, en France, dans son [Plan décennal de développement](#) en date de mars 2023, l'opérateur du réseau de transport de gaz français GRTgaz envisage d'augmenter les capacités d'importation et de transport de GNL depuis les terminaux méthaniers de Fos-Cavaou, de Montoir-de-Bretagne, de Dunkerque et du Havre.

Néanmoins, comme le souligne Ana Maria Jaller-Makarewicz, le terminal du Havre, [mis en service](#) par TotalEnergies en octobre 2023 et qui sera opérationnel jusqu'en 2029, *« n'a été utilisé qu'à 14 % de ses capacités d'importation en 2024, ce qui soulève la question même de sa nécessité ».* Selon l'IEFAA, à l'échelle de l'UE, le taux d'utilisation moyen des terminaux GNL était d'à peine 42 % en 2024.

La Commission de régulation de l'énergie a quant à elle rappelé en avril 2023, dans un [rapport](#) sur l'avenir des infrastructures gazières face au défi climatique, que les terminaux méthaniers devront « *faire face à une baisse de la consommation* ». Même son cloche du côté du Haut Conseil pour le climat (HCC), organisme indépendant placé auprès des services du premier ministre. En juin dernier, le HCC [a estimé](#) que « *la surcapacité en terminaux méthaniers* » de la France est « *incohérente* » avec la trajectoire climatique du pays et engendre des risques en matière de rentabilité des actifs investis dans ces infrastructures.

Contacté par Mediapart (*voir la totalité de la réponse en annexes*), le ministère de l'économie, en charge des questions énergétiques, a avancé que « *la responsabilité des importations de gaz naturel repose en premier lieu sur les fournisseurs* » et que « *durant la phase de transition énergétique, il est nécessaire d'assurer la sécurité d'approvisionnement des consommateurs qui continuent à utiliser des énergies fossiles.* »

[Mickaël Correia](#)